

Histoire de l'OSE – L'OSE et les réseaux de sauvetages d'enfants : l'UGIF

Les réseaux de sauvetage d'enfants, la face clandestine de l'UGIF

Les réseaux de sauvetage d'enfants, la face clandestine de l'UGIF, Katy Hazan. On le sait maintenant, les organisations juives d'assistance intégrées à l'UGIF, à savoir principalement: l'OSE, les EIF, le comité de la rue Amelot et le Mouvement de la jeunesse sioniste (MJS) ont sauvé 10 000 enfants (6000 en zone sud et 4000 en zone nord) souvent en utilisant le paravent de l'UGIF. Non, l'UGIF n'a pas procédé au fichage des populations juives, c'est l'Etat français qui s'en est chargé; non l'UGIF n'a pas procédé à la distribution des étoiles jaunes, sinon à la marge, pour les faire parvenir à ceux qui n'avaient pas pu s'en procurer et qui ainsi risquaient l'arrestation, non travailler à l'UGIF n'était pas une garantie contre la déportation, oui l'UGIF a tenté de porter secours à une communauté privée de ses moyens d'existence. Voici résumée de façon lapidaire par Annette Wieviorka l'introduction du livre de Michel Laffitte, juif dans la France allemande.

Pour expliquer ce paradoxe, il faut appréhender la complexité de cet organisme et comprendre que l'UGIF ne pouvait être le Judenrat souhaité par les Allemands car l'intégration des Juifs de France dans le tissu social national a permis d'atténuer les effets de l'exclusion. De plus, l'UGIF n'est pas structurée de la même manière dans les deux zones. En zone nord, il subit la pression de l'occupant et en particulier la présence de deux juifs amenés d'Allemagne et d'Autriche par le lieutenant Danneker, le responsable nazi des affaires juives, pour chapeauter l'organisation, Israélovitch et Biberstein. Ce qui explique la méfiance d'une partie de la population immigrée qui appelle l'UGIF, «l'association des Juifs bruns». Les organisations sont éclatées en une multitude de services de plus en plus bureaucratiques et centralisés (plus de 800 employés).

En zone sud, la liberté d'action est plus grande au moins jusqu'en novembre 1942 et même jusqu'en septembre 1943 dans la zone italienne. l'UGIF est divisé en 7 grandes directions qui gardent intactes les structures d'origine des associations. Ainsi l'OSE devient la 3e Direction santé, les EIF, la 4e Direction jeunesse. Elles ont une mobilité plus grande, et suivent la traque des Juifs. Michel Laffitte a parlé pour l'OSE d'organisation nomade: la direction va à Vichy, Montpellier, Vic-sur-Cère, et Chambéry.

De plus, l'action de l'UGIF n'est pas la même suivant les périodes. La logique d'assistance se transforme de fait en action clandestine, après les grandes rafles de 1942. Elle démarre même avant, surtout en zone nord et pose la question des limites de l'assistance et des frontières entre action sociale et résistance civile. De par leur recrutement, les hommes et les femmes de l'UGIF, ne sont pas des politiques mais des techniciens de l'action sociale. Certains, à Paris, n'ont pas su résister aux demandes allemandes et ont été pris dans «un engrenage fatal». Enfin, la distinction simpliste entre les notables juifs français, ces fameux «israélites», compromis par myopie politique dans l'UGIF et les Juifs étrangers engagés massivement dans la résistance armée, ne tient pas à l'examen des faits. De même qu'il n'existe pas un front du refus constitué, d'une part, par les dirigeants du consistoire garant des valeurs républicaines et d'autre part par les Juifs étrangers eux aussi plus politisés. La réalité est beaucoup nuancée et les interpénétrations plus grandes. Ainsi Robert Gamzon, fondateur des EIF est à la fois membre du Consistoire et membre du CA de l'UGIF et c'est lui qui met en place une direction clandestine dans les deux zones appelée la «sixième» (par dérision, 6ebureau de la 4edirection)..Je voudrais illustrer mon propos en développant trois exemples, celui de l'OSE ,celui du Comité de la rue Amelot et celui de la Wiso.

L'action de l'Oeuvre de secours aux enfants (OSE)

Elle est de loin la plus active et la plus efficace.

- Elle a su mettre en pratique son savoir-faire comme œuvre sanitaire d'assistance auprès des populations juives en difficulté dans la zone de résidence des juifs de l'empire tsariste (elle est née en 1912 à Saint-Pétersbourg et étend son activité à la Pologne, la Lituanie et la Lettonie)
- Utiliser la lucidité de son personnel juif alsacien, «israélite» qui à partir de 1942 va progressivement remplacer les dirigeants juifs étrangers.
- développer ses liens relationnels avec la Suisse et l'Amérique. En quittant la Russie, l'OZE va à Berlin en 1923 et se transforme en Union des sociétés OSE, puis en 1933, une branche va à Genève et l'autre à Paris. Ce qui explique que l'union-OSE soit resté juridiquement distincte de l'OSE France. Après, la débâcle de 1940, un bureau reste à Paris, dirigé par Falk Walk, déporté en 1943. Le comité OSE de la zone nord avec à sa tête le professeur Eugène Minkowski s'intègre à l'UGIF, tout en développant un circuit clandestin d'enfants à partir du dispensaire de l'OSE de la rue des Francs-Bourgeois. Il développe l'idée de disperser au plus vite les enfants. Mais que faire des enfants dits «bloqués», c'est-à-dire sortis des camps de la zone nord et déjà repérés

par les Allemands? Leur maintien dans des maisons jusqu'à une date avancée de l'année 1944 constitua une pierre d'achoppement avec les œuvres restées à Paris comme l'OSE et les EIF. Assisté par Enéa Averbouh et une petite équipe de médecins dont le Dr Opolon, l'OSE constitue un réseau de nourrices non juives pour placer les enfants à la campagne, tout en continuant son travail d'assistance. Sauver les enfants en les dispersant, tel est le mot d'ordre du Dr Minkowski. C'est en zone sud que l'OSE installe dès le début de la guerre des maisons d'enfants pour mettre à l'abri les enfants qui lui ont été confiés depuis 1938 et dont le nombre ne cessera d'augmenter au fur et à mesure des événements.

Le passage au travail clandestin de l'OSE, s'est fait progressivement, avec l'aval de son secrétaire général Joseph Millner, pourtant partisan d'une intégration dans l'UGIF et participant lui-même au conseil d'administration de l'UGIF de zone sud. Si le travail clandestin date de la création du réseau Garel pour la zone sud, au début de l'année 1943, donc à partir des rafles de 1942, les structures légales ont toujours couvert des actions clandestines. Un exemple: le centre médico-social de Marseille dirigé par Julien Samuel en 1941 abritait une officine de faux-papiers mise en place par les Eclaireurs israélites avec Benveniste et Théo Klein. La direction décide d'ailleurs la fermeture du centre juste avant une descente de la gestapo et le repli d'une partie de son personnel à Limoges. Les interventions de l'OSE dans les camps d'internement, comme Rivesaltes et Gurs, par le biais d'assistantes volontaires ont permis la sortie, certes légale, d'enfants de juifs étrangers qu'elle a su cacher ou faire partir à l'étranger. Mais le prix de cette légalité fut l'arrestation de certains de ces enfants depuis les maisons d'enfants. Quant au circuit clandestin dit «Circuit Garel», son fonctionnement est complexe. Il existe deux circuits complémentaires et autonomes. Celui d'André Salomon en amont de celui de Georges Garel sert d'interface avec Joseph Millner et la 3^{ème} Direction de l'UGIF. André Salomon organise avec l'aide d'assistantes sociales le départ des enfants des maisons (entre 1000 et 1200 enfants dans neuf maisons) et maintient les relations avec les familles. Les assistantes sociales sont chargées d'organiser le changement d'identité des enfants qu'elles confient ensuite à l'autre circuit, celui mis en place par Georges Garel. D'autres assistantes sociales dites «aspécifiques» (dans le jargon de l'époque, qui n'ont pas le type juif) et préalablement «aryanisés» (une couverture d'activités légales dans des associations légales comme la Croix Rouge ou pétainistes comme le Secours national, etc..) sont chargées, elles d'accompagner les enfants dans les lieux de cache et de

payer les nourrices. La fiabilité de ce réseau qui couvre l'ensemble de la zone sud sauf la région de Nice (circuit Marcel) et la zone côtière interdite a été testée dans la région de Toulouse c'est Charles Lederman qui met en relation Georges Garel avec Monseigneur Saliège et Monseigneur Théas (ouverture des couvents). Pour les enfants les plus en danger le circuit organise le passage clandestin des frontières suisses avec Georges Loinger qui a une carte des Compagnons de France, ou espagnoles seulement en 1944, Joseph Millner couvrant toutes ces actions clandestines. Cet exemple précis montre qu'il est faux d'opposer comme l'a fait jusque-là l'historiographie, des dirigeants aux positions légalistes intangibles et d'autres qui seraient résistants.

«Les deux actions l'une clandestine, l'autre officielle, doivent être conçues par une même direction; leur exécution confiée à des délégués complices, mais séparés». Cette citation du dr Joseph Weill, l'une des têtes politiques de l'OSE me semble significative de l'attitude d'ensemble d'une organisation qui a su prendre le tournant, non sans difficultés internes d'ailleurs. La fermeture des maisons de l'OSE devient définitive, après l'arrestation des membres du bureau de Chambéry en février 1944. Seules deux maisons refusent d'obtempérer celle de Louis Aron dans la Creuse et celle de Sabina Zlatin à Izieu, avec les conséquences que l'on connaît.

Le Comité Amelot

En zone nord, l'exemple du Comité Amelot montre également une structure ayant un pied dans l'UGIF et un pied dehors. Au départ, il s'agit d'un regroupement d'organisations des juifs étrangers de la gauche non communiste dans un bureau d'aide sociale dès la déclaration de guerre. On y trouve l'OSE, le Bund, la Fédération des sociétés juives de France, la Colonie scolaire et le Poalei Tsion (sionistes de gauche). En septembre 1940, ces associations, sauf l'OSE qui a sa propre organisation, se retrouvent rue Amelot, siège de la Colonie scolaire. Elles gèrent quatre cantines, lieux de sociabilité pour une population totalement paupérisée, et à l'affut d'informations, un dispensaire médical, et une maison d'enfants à La Varenne. La cantine du Bund, dirigée par Madame Ika, abritait également des cours yiddish, des spectacles et surtout les milliers de livres de la bibliothèque Medem.

Si le comité refuse d'entrer dans l'UGIF par idéologie, ses deux principaux organisateurs, Jules Jacobovich et David Rapoport deviennent par nécessité des cadres de l'UGIF un an plus tard. Le premier est nommé

directeur des services techniques des orphelinats de l'UGIF en région parisienne, avec la carte de légitimation de l'UGIF, n° 601, et David Rapoport reçoit en sa qualité de chef du service 39 des cantines la carte n°608. Il n'y a donc pas de nette césure entre le comité Amelot et l'UGIF. Ce légalisme de façade permet à David Rapoport d'organiser un atelier de faux papiers, dirigé un temps par Henry Bulawko et à Jules Jacobovich de mettre sur pied une filière de sauvetage d'enfants qui utilisait les mêmes convoyeuses que le circuit clandestin de l'OSE de l'équipe Minkowski.

De plus, les activités légales du comité, interventions dans les camps du Loiret et à Drancy, paiement des nourrices sont financées par des fonds de l'UGIF. Le comité de la rue Amelot a pu jouer, un temps, de l'ambiguïté des noms en utilisant officiellement le nom du dispensaire «la Mère et l'enfant» qui avait pignon sur rue, sans être enregistré. Mais au moment de l'arrestation de David Rapoport, fin 1943, le comité est obligé d'intégrer officiellement l'UGIF. En zone nord, les associations sont étroitement surveillées. Voici l'extrait d'un rapport secret remis au Commissariat aux questions juives en mai 1943 concernant Enéa Averbouh, assistante sociale de l'OSE et du Comité Amelot, qui continue son travail clandestin, sous le couvert officiel de l'UGIF sans savoir qu'elle est dénoncée. «...Une enquête, à condition qu'elle soit inopinée et menée par des policiers perspicaces, chez les Juifs Rabinovitch et Averbouh mettrait peut-être sur la voie de l'origine des ressources permettant le fonctionnement clandestin de l'OSE plus ou moins reconstituée.» Le 22 octobre 1943, on vient l'arrêter malgré sa carte de légitimation de l'UGIF. Elle est sauvée grâce à une voisine non juive qui la guettait dans la rue et se réfugie dans la Nièvre sous le faux nom de Madame Letourneau.

Le circuit clandestin de la Wiso

Autre exemple des liens entre l'UGIF et les filières d'évasion en zone nord concernent le rôle de Juliette Stern, responsable de la direction de l'assistance sociale de l'UGIF et membre de son conseil d'administration. Secrétaire de la Wizo (femmes sionistes), elle s'occupait des enfants isolés, c'est-à-dire séparés de leurs parents au moment des rafles. Pour ces enfants ont été créés les fameuses maisons de l'UGIF (Lamarque, Guy Patin, Montreuil, Neuilly, etc...) d'une capacité maximum de 440 lits, jamais complètement utilisées d'ailleurs.

Avec l'aide de Léa Raich et de Joséphine Getting, elle organise un service de placements clandestin d'enfants, le service 42B qui doublait son

propre service officiel et qui a pu placer 1200 enfants chez des nourrices non juives de la zone occupée. Payer des nourrices dites «aryennes» c'était déjà contrevenir aux lois de Vichy et aux directives allemandes et se mettre dans l'illégalité.

Les enfants dits «bloqués», c'est-à-dire les enfants sortis des camps de la zone nord et déjà repérés par les allemands sera le point d'achoppement entre son service et les œuvres juives d'assistance qui proposaient de les faire disparaître. Ils sont environ 250 restants dans les maisons de l'UGIF arrêtés en juillet 1944 par Alois Bruner, après une première rafle de février 1943. Le non démantèlement des maisons sera le principal grief du jury d'honneur organisé par le Crif à l'encontre de l'UGIF.

Un dernier point que je voudrais ajouter concerne le financement de ces réseaux, l'argent venait du Joint grâce à des montages financiers et compliqués passant par des banques suisses ou par des collectes directes sur place, garanties au taux du cours parallèle: un \$ valait 35F au cours officiel et 80 F au final. Toutes les créances ont été remboursées par le Joint.

Conclusion

L'UGIF n'est ni une officine de la Gestapo, ni une organisation de résistance. Certes, elle a été amenée à coopérer avec les Allemands, surtout en zone occupée. Certes, elle généra une illusion de normalité, engrenage fatal à partir de l'époque de Bruner. Mais elle couvrit aussi des actions de sauvetage et ce pratiquement jusqu'à la Libération. Rendons hommage au courage de toutes celles et tous ceux qui, à peine plus âgées que les enfants qu'ils cachaient ont agi au péril de leur vie.